

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

5F

N°41

SEMAINE DU 7 AU 13 MAI 1981



**TOUT FAIRE
POUR BATTRE
GISCARD !**

Publication
de tous les jours,
sauf les jours de
fêtes et de
vacances.
Organisme
de presse
régulé par
l'Etat.
L'abonnement
est obligatoire
pour les
particuliers.

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 7 AU 13 MAI 1981

N° 41 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

Publication
de tous les jours,
sauf les jours de
fêtes et de
vacances.
Organisme
de presse
régulé par
l'Etat.
L'abonnement
est obligatoire
pour les
particuliers.

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F

SOMMAIRE

4 politique

« L'ANGOISSE M'ETREINT » : Dans les derniers jours de la campagne, le président sortant a multiplié les outrances verbales, faisant preuve d'un visible affolement. En face, le candidat socialiste donne une image rassurante.



5 politique

FACE-A-FACE : le débat entre les deux candidats aura sans doute peu d'influence sur le résultat, les arguments étant généralement connus. Mais Giscard n'a pas forcément à se féliciter d'un débat qu'il avait souhaité.

6 politique



LE PCF CONFRONTE A SON ECHEC : Depuis le dimanche du premier tour, la machine à justifier la catastrophe n'a pas chômé. Cette accumulation suffit-elle, suffira-t-elle à convaincre les hésitants, les sceptiques, qui ne manquent pas de s'exprimer dans les réunions organisées un peu partout à cet effet ?

7-10 inter



LE NOUVEAU CONFLIT LIBANAIS : Des combats importants ont repris au Liban depuis un mois. Syriens et phalangistes s'y affrontent. Israël bombarde violemment le sud, et menace d'ouvrir un conflit contre la Syrie. PLS ouvre le dossier.

12-13 inter

IRLANDE : BOBBY SANDS EST MORT : Mme Thatcher n'a pas levé le petit doigt. Que le gouvernement britannique ne s' imagine pas pour autant que la lutte pour les droits politiques des prisonniers irlandais va s'éteindre avec lui.



15-16 inter

QUESTIONS BASQUES (2) : Comment expliquer l'échec patent de la réforme politique du Pays Basque, la permanence et l'ampleur du refus opposé à l'Etat hérité de Franco ?...



TOUT FAIRE POUR BATTRE GISCARD !

A la veille d'un vote décisif où tout se jouera probablement à quelques centaines de milliers de voix près, faut-il rappeler ici le bilan du septennat de Giscard qui s'achève ? Faut-il rappeler une fois encore tout ce qu'a eu d'insupportable la présence à l'Elysée de l'arrogant aristocrate ?

Le chômage, bien sûr, qui a un moment ou un à un autre a conduit, entre 1974 et 1981, plus de douze millions d'entre nous dans les tristes halls des ANPE. La vie chère, évidemment, abstraction chiffrée qui devient angoisse quand vient le temps du budget familial, le grignotage des libertés encore, de l'épaisse placidité d'un Poniatowski faisant in-

terpeller des syndicalistes en 1975 aux airs billeux d'un Peyrefitte imposant sa loi « Sécurité et Liberté », en passant par les petites affaires de Monsieur Bonnet le 23 mars 1979. Et ce président qui traite le peuple afghan en lutte contre l'occupant de « rebelle » avant que de tendre la main à l'agresseur, à Varsovie. Et ces multiples scandales, de De Broglie à Bokassa, trop gros pour que même une presse jugulée ne puisse éviter d'en parler. Et le défilé incessant sur nos écrans des Lecanuët, des Veil, des Monory. Et les insultes de Barre contre « les porteurs de pancartes », « les nantis » ou « le microcosme ». Et le visage qui n'arrivera jamais à être sympathique de Ceyrac faisant régulièrement part des vœux du patronat avant que de distribuer, dans les

périodes électorales, ses bons points au régime en place.

La liste serait ainsi trop longue de tout ce qu'a eu de nocif et d'insupportable pour la grande masse des travailleurs les sept ans de Giscard. Trop longue, et au demeurant connue. Telle n'est pas en effet le moindre enseignement de cette campagne électorale que de constater que pour gagner des voix, y compris quand on s'appelle Chirac, il fallait critiquer sévèrement le candidat sortant et sa politique. Chacun à leur manière, plus de 21 millions d'électeurs ont approuvé de fait ces critiques.

ALORS, cette fois-ci, c'est possible. Giscard peut être battu et renvoyé sous les lambris du conseil constitutionnel où il a sa place de droit. Les conditions de son départ sont réunies par le seul fait de l'immense ras-le-bol qui traverse le pays. Plus prosaïquement, elles existent aussi en strict mathématique électorale. De ce point de vue, la situation est en effet différente de 1974 : les voix de gauche réunies au premier tour sont plus nombreuses qu'il y a sept ans, dans le même temps où le report des voix RPR sur le président sortant présente un caractère d'évidence beaucoup moins grand que ce n'était le cas avec Chaban. Hésiter dans ces circonstances à glisser dans l'urne un bulletin pour François Mitterrand — puisque telle est la condition du départ de Giscard d'Estaing — serait une faute grave. Parce qu'en toute hypothèse l'élection s'annonce serrée, le sortant déployant jusqu'aux arguments les plus éculés pour tenter de rester en place, et parce que, face au choix qui nous est proposé, la pire des solutions est celle d'une prolongation de Giscard.

La vie, bien sûr, ne s'arrêtera pas, si d'aventure, et une fois encore, les abonnés aux sinécures du régime viennent nous commenter leur victoire à la télévision dimanche soir. Les patrons, simplement, feront plus vite leurs comptes : ils espèrent déjà, Giscard le leur a promis, qu'ils pourront développer le chômage partiel, appelé par eux « travail » à temps partiel ; ils pourront « librement » continuer à entretenir la hausse des prix, et, comme par le passé, ils attendront du pouvoir une bienveillante coopération face aux luttes que nous devons de toute façon impulser avec vigueur. Comme en 1978, comme en 1974, comme en 1973, etc, la chappe de plomb du

pouvoir de la droite retombera sur la société, rendant par là-même nettement plus difficile l'émergence des idées nouvelles et du projet nouveau auquel nous sommes attachés pour avancer vers un changement, cette fois-ci décisif.

ALORS non, vraiment. L'occasion est créée de se débarrasser d'un pouvoir qui a fait tant de mal, l'occasion est créée de respirer un bon bol d'air frais lundi matin, l'occasion est créée d'une nouvelle donne, d'un nouveau dynamisme chez tout ceux qui, d'une manière différente bien sûr, aspirent à changer la société. Il ne faut pas négliger cette occasion, et c'est pourquoi nous voterons dimanche pour François Mitterrand.

Sans espoirs excessifs et sans illusions, évidemment. C'est là encore un lieu commun que de le dire. Il y aurait d'ailleurs quelque incongruité à formuler dans le moment présent beaucoup d'espoirs tant demeurent vagues les promesses du candidat socialiste. Une dissolution de l'Assemblée Nationale entraînant dès le mois de juin une nouvelle bataille politique importante, et la multiplication des débats et concertations sur quelques grands problèmes sociaux, voilà ce qu'annonce Mitterrand pour les semaines suivant son installation à la présidence. Il faut donc attendre, et voir. En sachant bien que tout ce que nous avons dit sur le projet du PS, l'insuffisance dans ses réponses dans le domaine économique et social, son incapacité à se saisir de quelques une des grandes questions qui traversent la société aujourd'hui et son impossibilité d'apporter des réponses positives à d'autres demeure. En sachant aussi que la société dans laquelle nous vivons ne va pas se transformer par la seule présence d'un membre du PS à l'Elysée, les mécanismes d'exploitation, d'oppression et de spoliation restant les mêmes, et nécessitant donc nos luttes résolues, sur la base des aspirations populaires.

DEVELOPPER les luttes ouvrières et populaires pour arracher la satisfaction des multiples revendications présentes aujourd'hui, développer parallèlement le débat et la confrontation pour qu'émerge une gauche nouvelle porteuse, pour le coup, de véritables espoirs, tels demeurent nos objectifs. Le départ de Giscard peut créer des conditions plus favorables à leur réalisation.

Nicolas DUVALLOIS



« L'ANGOISSE M'ETREINT »

(Giscard)

Aux abois, le président sortant multiplie les outrances verbales. Cependant que le candidat socialiste joue la carte de la « force tranquille ».

Par François NOLET

QUE se serait-il passé si la France avait eu un président agité ? interrogeait naguère le président sortant, à l'adresse de Chirac. C'était de bonne guerre : il est toujours préférable, surtout auprès de l'électorat de droite, d'apparaître comme un homme posé et réfléchi, garant de la stabilité. Mais ces dernières semaines, notre grand serein semble ne plus tenir en place, et la peur le fait sortir de ses gonds, atténuant quelque peu la hauteur de sa morgue aristocratique.

« L'angoisse m'étreint le cœur », avouait-il d'ailleurs à la porte de Pantin. Non pour lui, affirmait-il : c'est la France qui doit craindre. Il calcule que, l'issue se jouant sur très peu, pas une voix, sensible aux discours de la trouille, ne doit lui manquer. Et de brandir la vieille légende russe du jeune homme qui voulait valser avec la Mort et qui s'en repentait fort, puisque celle-ci « lui enfonça ses griffes dans le bras et ne le lâcha plus jamais ». Une vision des choses qui, on l'admettra, laisse moins la place à l'argumentation politique qu'à l'étalement de fantasmes morbides, qui feraient les délices d'un psychanalyste. Comme la curieuse famille reconstituée au-

tour du président sortant, de « Madame la France » et de ses « frères et sœurs, les Français et les Françaises ».

De l'autre côté, le candidat socialiste, manifestement convaincu de sa victoire, relève calmement et systématiquement chaque écart de langage du candidat sortant. « Parler de valse avec la Mort, c'est perdre le sens commun », annonce-t-il, avec quelque chance d'être entendu, particulièrement de cette frange de l'électorat « modéré » qui fait la décision. Et surtout, cet appel : « Pour donner une chance à la France, il faut unir et non déchirer ». Un langage « responsable » face aux débordements de paroles du président en place. Alors que celui-ci faisait son one man show sous un chapiteau de cirque, le candidat socialiste rassemblait deux cents économistes qui le soutiennent, sous la présidence, rassurante pour le petit épargnant, de Pierre Mendès-France. Une manière de donner, là aussi, une image de sérieux, celle d'un déjà-président qui s'entoure de conseils avisés en ce domaine crucial, alors que d'autres parient de valse.

Cependant que d'un côté on veut montrer qu'on s'occupe des vrais problèmes, on semble sur-

tout, de l'autre, s'affoler à chasser, « au ras des pâquerettes naines », les précieux suffrages chiraquiens.

Flots tièdes

Avant le premier tour, Giscard mettait dans le même sac l'ensemble des neuf autres candidats, affirmant d'eux tous : « Je ne les ai jamais entendu tenir le langage de l'homme d'Etat ». Et de parler, toujours à l'époque, des « flots tièdes de la démagogie ». Après la volée de bois vert, c'est aujourd'hui la stratégie de la brosse à reluire : « La campagne de Jacques Chirac a été utile et positive », découvre-t-il soudain, pour ajouter : « Les Français se sont largement exprimés contre les excès de bureaucratie. Jacques Chirac a développé ce thème, et je dis qu'il a eu raison de le faire (...) Je suis prêt à m'entretenir avec ceux qui ont soutenu ces thèmes avant ou après l'élection présidentielle ».

Tiens donc ! Avant ce premier tour, une telle rencontre était exclue, et une déclaration de politique générale du gouvernement devait tenir lieu de contrat majoritaire : à présent, c'est d'un

appel au secours qu'il s'agit... Ce qui permet à son adversaire socialiste de dire que Giscard « est obligé de faire le gagne-petit pour s'en tirer ».

Gagne-petit aussi dans les avancées faites à de multiples catégories, d'ailleurs bien choisies : les rapatriés font l'objet d'une sollicitude d'autant plus inquiète, que certaines organisations de rapatriés, par ailleurs ultra-réactionnaires, utilisent le contexte de l'élection pour faire valoir leurs exigences ; les médecins et professions libérales se voient agiter le spectre de la disparition du caractère libéral de leur profession. Que le candidat socialiste n'ait jamais voulu remettre en cause la médecine libérale, cela n'entre guère en ligne de compte pour le président sortant, décidément prêt à dire n'importe quoi pour rester en place. Il lui a fallu aussi, comme à chaque élection, faire le même écœurant numéro dans les foyers de personnes âgées, réservoirs potentiel de voix.

Français, si vous saviez...

Le spectre du communisme, la flatterie à l'égard du RPR, les

adresses aux catégories ; il ne manquait plus qu'un dernier procédé, le plus digne de l'hôte actuel de l'Élysée : traiter par avance d'imbéciles les électeurs s'ils venaient à lui faire défaut, puisque l'élection de Mitterrand serait à l'en croire, « une aberration politique incompréhensible et jugée incompréhensible dans le monde entier ». Le monde semble d'ailleurs plus apte, à juger que l'électeur français, décidément bien ignare : « Si les Français avaient les mêmes informations que moi sur la situation réelle du monde, affirme le sortant, ce n'est pas une majorité de 52 % ou de 53 % que nous aurions le 10 mai, mais une majorité de 70 % ». Mais pourquoi diable garde-t-il pour lui d'aussi précieuses informations ?

Mais brisons-là. Il n'est nullement assuré que traiter les gens d'imbéciles soit le meilleur moyen d'obtenir leurs suffrages. Le candidat a quelque raison de dire : « L'angoisse m'étreint le cœur », en précisant : « Quand je pense à ce que nous pouvons espérer être et à ce que nous risquons de devenir ». Encore le pluriel de majesté.

FACE-A-FACE : GISCARD SUR LA DEFENSIVE



Le face-à-face Giscard-Mitterrand a consisté pour l'essentiel en une répétition de thèmes de la campagne. Mais le président sortant ne s'est pas trop bien tiré d'un débat qu'il avait souhaité...

Par François NOLET

Il n'est pas certain que Giscard d'Estaing doive se féliciter d'avoir tant insisté pour qu'ait lieu le face-à-face qui l'a opposé à François Mitterrand. Sans doute pensait-il s'en tirer sans trop de problèmes, sur ce terrain de la télévision qui n'est

pas celui de son adversaire. Un débat identique, en 1974, était resté dans les mémoires : Mitterrand, tendu, était mal passé, et nombre d'observateurs considéraient que sa mauvaise prestation avait pu avoir une influence sur l'issue du scrutin.

Le candidat socialiste ne pouvait pas refuser le débat que lui proposait le président sortant, sous peine d'apparaître, selon l'expression d'un quotidien, comme quelqu'un qui « se défile ». Il lui aura d'abord fallu changer la règle du jeu, en exigeant que le débat soit arbitré par des journalistes extérieurs aux chaînes de télévision. Condition finalement acceptée par Giscard, qui semblait ainsi avouer implicitement que les journalistes de la télévision n'avaient pas l'indépendance nécessaire pour arbitrer le débat. Alain Duhamel, qui avait animé le débat de 1974, doit être fort vexé.

Ainsi, l'histoire ne se répète-t-elle pas. D'abord Giscard ne pouvait plus disposer, comme en 1974, de ses faire-valoir habituels. Et puis, cette fois, le débat se situait dans un rapport de forces différent, où l'on considère généralement que le candidat socialiste part avec une

longueur d'avance. Le ton du débat ne pouvait que s'en ressentir, et c'est un Giscard d'Estaing inquiet et hargneux qui polémique devant les caméras, face à un Mitterrand nettement plus maître de lui.

Les arguments n'étaient généralement pas nouveaux, ils sont ceux développés pour l'essentiel depuis le début de la campagne. Du reste, les études faites sur l'impact électoral des débats télévisés montrent que l'effet d'un débat réside moins dans le fond des arguments que dans le ton ou l'assurance des candidats.

Les vieilles recettes

En l'affaire, rien d'étonnant donc à ce que Giscard d'Estaing ait fait le maximum pour éviter que l'on parle de son septennat. Il aura donc été chercher dans la naphthaline deux arguments qui ont fait leur temps. D'abord, bien sûr, l'épouvantail des « ministres communistes », qu'il faut marteler pour effrayer l'électeur « modéré », indécis, qui fait la décision. A ce détail près que la stratégie de la peur tombe un peu à plat dans une situation où

le poids électoral du PCF a connu l'érosion que l'on sait, et qui ne saurait être seulement accidentelle. Il n'est pas sûr que le grand frisson puisse encore parcourir le marais. Et puis, le président sortant lui donnait en quelque sorte la permission de franchir le pas, lorsqu'il déclarait en 1974 : « Avec un parti communiste réduit à 15% l'alternance devient possible ».

L'autre argument qui commence à sentir le vieux, et dont on nous a trop abreuvés, c'est l'immanquable pétrole, ce monstre insaisissable, source de tous nos maux, excuse suprême pour le président sortant. La ficelle pouvait marcher en 1974 ou en 1975 ; elle a perdu aujourd'hui beaucoup de sa force de conviction.

Un pays sans chômeurs

Mais là où le candidat sortant était nettement sur la défensive, c'est bien sûr la question du chômage. Il n'y pas de chômeurs en France, du reste, mais seulement des « demandeurs d'emploi », pour le président sortant.

L'aristocratie ne prononce pas de mots obscènes. Lorsque des experts économistes prévoient, avec la politique actuelle, 2 500 000 chômeurs en 1985, le président sortant évacue d'un revers de manche ces prévisions. Un peu rapide.

Avantage aussi pour Mitterrand lorsqu'il rappelle les critiques lancées par Jacques Chirac avant le premier tour : Giscard peut minimiser, avec quelque raison, l'ampleur de l'opposition entre l'UDF et le RPR. Il n'empêchera pas qu'une part, certes minoritaire, de l'électorat chiracien, puisse être influencée par ce rappel des propos du maire de Paris : « Nous sommes dans une situation extrêmement préoccupante et on ne change pas de politique avec les mêmes hommes ».

Le candidat socialiste aura pour sa part joué la carte de la prudence, voire du flou, refusant les pièges que lui tendait son adversaire, en particulier les querelles de chiffres. La tonalité d'ensemble était à l'image des derniers jours de la campagne : un candidat socialiste sûr de lui face à un président sortant hurlant avec hargne à ses basques.

LE PCF CONFRONTÉ A SON ECHEC

Moins de quinze jours après l'annonce d'un score électoral qui a littéralement pétrifié la plupart des militants, à quelque niveau que ce soit le PCF commence à être traversé par un débat qui s'annonce important sur le pourquoi de l'échec du 26 avril.

AUX dires de certains militants, le contraste est saisissant : pendant des mois, toute l'activité du PCF a été tendue vers l'extérieur, ceux qui se risquaient à proposer des discussions politiques internes étant accusés de « se regarder le nombril ». Depuis l'autre dimanche, c'est le contraire qui se produit, la plupart des militants actifs semblant beaucoup plus préoccupés par le débat interne que par le déroulement de la seconde phase de la campagne présidentielle. Certes, le PCF appelle à voter pour François Mitterrand, un appel du comité central a été diffusé assez massivement dans ce sens et des meetings départementaux sont organisés. Mais ce qui semble surtout retenir l'attention, ce sont les assemblées de sections, de cellules ou d'arrondissements qui se multiplient après la réunion du comité central, mardi 28 avril.

Dans ces assemblées, où la participation est plus nombreuse qu'à l'accoutumée, les dirigeants du PCF s'évertuent principalement à démontrer qu'il n'y a lieu à aucune remise en cause politique fondamentale, la perte d'un électeur sur quatre n'étant qu'un phénomène conjoncturel

qui tient à la nature même de l'élection présidentielle. Avec beaucoup d'insistance, tous les organes de presse essaient d'étayer ce point de vue, qui est loin d'être partagé par tous. Des interrogations existent en effet sur la validité des explications officielles. Partant d'une idée bien ancrée dans le PCF — « Les résultats électoraux permettent d'apprécier la manière dont une politique est reçue dans le pays » — des militants se demandent si le résultat du premier tour n'est pas, en dernière analyse, la sanction électorale d'une ligne Marchais, développée depuis quelques années.

Il est évidemment difficile d'apprécier aujourd'hui l'ampleur de ces interrogations. On sait cependant que si, dans certaines assemblées, elles se traduisent surtout par des remarques faites sur les incohérences des explications officielles, le débat est parfois plus vif.

Ainsi, dans une section d'employés, les partisans d'une explication en terme de sanction se sont opposés à d'autres, aussi nombreux, qui poussant à son terme le raisonnement officiel voient surtout dans l'échec du 26 avril l'ultime séquelle de la politique suivie jusqu'en 1975. Pour

Par Nicolas DUVALLOIS

ces derniers, le PCF subirait en quelque sorte les retombées de la politique « opportuniste » d'union suivie dans les années 1970-1975 et concrétisée par le ralliement dès le premier tour à la candidature Mitterrand en 1974.

Les débats qui tendent à se développer dans le PCF, on le voit, ne sont pas anodins, et, puisqu'ils passent par l'explication du recul de dimanche, regardons ce qu'il en est des arguments de la direction.

« Le vécu des gens »

La première explication avancée, notamment dans la résolution du comité central, tient « aux difficultés propres de l'élection présidentielle ». Dès dimanche soir, Marchais le disait : « Cette élection au suffrage universel est machiavélique ». Et il ajoutait trois jours plus tard à Antenne 2, sur le ton de l'évidence : « Cette élection révèle

un caractère profondément anti-démocratique ». On est ici bien loin des vigoureuses déclarations accompagnant, en décembre dernier, le démarchage à domicile en vue d'inscriptions nouvelles sur les listes électorales, impulsé par le PCF. *L'Humanité* stipendiait alors ceux qui « tentent d'empêcher les travailleurs d'accéder au suffrage universel, parce qu'ils craignent l'élection présidentielle ». A tout le moins, il y a contradiction dans les termes, et l'argumentation actuelle du PCF eut été convaincante si elle avait été fournie auparavant. Plus sérieusement *Révolution* s'en prend aussi à la spécificité de l'élection présidentielle pour expliquer qu'elle pose (en termes tronqués bien sûr) la question de l'Etat et du pouvoir. Michel Dion constate ainsi que « les gens nous font confiance pour ce qui leur apparaît comme de « petites questions », la vie de tous les jours, mais ne font pas encore le lien entre cette vie qui est la leur et l'Etat, « grande question » parce qu'elle généralise toutes les « petites ».

En d'autres termes, et un reportage dans un village viticole l'explique, le recul est justifié par le fait que « les gens » feraient confiance au PCF pour des questions ponctuelles (aux européennes, par exemple) ou limitées (les municipales) mais hésiteraient à voter PCF quand se pose la question de la direction des affaires du pays. *Révolution* ne fait là qu'enfoncer une porte ouverte formulant une « justification » aisément retournable : si dans le « vécu des gens », l'élection présidentielle est un réel enjeu de pouvoir, force est de constater qu'il y a une signification politique au refus d'un électeur communiste sur quatre de faire confiance à Marchais.

Savaient-ils

Au-delà de la nature de l'élection, le deuxième argument avancé est celui du « vote utile », avec moult subdivisions. Constatons d'abord que les dirigeants du PCF savaient qu'un tel vote allait se produire. Dès dimanche soir, Marchais en a fait la confiance : il avait reçu des lettres de sympathisants l'informant par avance qu'ils allaient voter Mitterrand, par crainte de l'« effet Chirac ». Et Danielle Bleitrach, membre du comité central, écrit lundi 27 avril : « Des gens que j'avais cru

Le meeting du PCF le 13 avril à Marseille.



LE NOUVEAU CONFLIT LIBANAIS

Moins de quatre ans après la fin du conflit qu'il avait subi en 1975-1976, le Liban semble à nouveau s'enfoncer chaque jour un peu plus dans le cycle d'une nouvelle guerre. Le grand nombre de fractions politico-militaires existant sur le terrain, l'intervention dans le conflit de multiples forces arabes et internationales, la complexité des jeux d'alliances et de luttes entre ces divers acteurs, peuvent conduire des militants européens à renoncer à toute compréhension de la situation, à se trouver réduits à la passivité devant ce qui peut apparaître comme un jeu de massacre absurde et sans fin. Pourtant, le rôle central tenu dans le conflit par l'agression israélienne et le combat palestinien, le courage des hommes et des femmes qui affrontent au Liban une situation difficile, l'importance mondiale des enjeux qui y sont engagés, appellent l'expression d'une solidarité qui passe par un effort de compréhension. Afin d'y contribuer, *Pour le Socialisme* ouvre aujourd'hui le dossier.



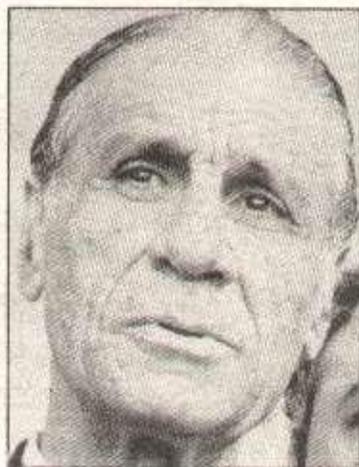
Un dossier réalisé par Jean LERMET

DONNEES DE BASE : les forces en présence

QUI se bat au Liban aujourd'hui ? Pourquoi ? Alors que chaque jour, apporte son lot d'informations fragmentaires sur des événements qui prennent de plus en plus le visage d'une nouvelle guerre, il importe de rappeler quelles sont les forces en présence, fût-ce au prix de quelques simplifications.

Les phalangistes

A droite, le grand acteur est constitué par le « Front Libanais », couramment désigné par les médias français comme « milices chrétiennes ». Au fil des dernières années, les Phalanges, dirigées par la famille Gemayel, et qui étaient depuis longtemps déjà la première force de ce regroupement, sont pratique-



Bechir Gemayel

ment parvenues à éliminer, parfois au prix de durs combats, les partenaires avec lesquels elles étaient engagées dans ce front. Dotées d'une idéologie fortement

confessionnaliste, liées à l'Occident sur le plan culturel, politique et militaire, les Phalanges n'ont cessé de menacer de provoquer une division définitive du pays et de constituer un « petit Liban chrétien » ; dans la dernière période, elles ont effectivement accentué le caractère étatique de leur domination sur la zone qu'elles contrôlent, levant les impôts, instituant un service militaire, tendant à prendre en charge certains services publics.

Néanmoins, cette tendance se heurte à une limite essentielle : la position dominante sur l'ensemble du pays assurée à la confession maronite, dans les domaines politique et économique, position qui résulte des conditions dans lesquelles la France a contrôlé l'accession du pays à l'indépendance en 1945,

ainsi que du soutien que reçoit depuis cette communauté des puissances occidentales. Un des facteurs essentiels de déclenchement du conflit libanais ayant justement résidé dans la volonté des phalangistes de maintenir cette position menacée, on voit mal, aujourd'hui encore, comment leurs leaders pourraient se résigner à régner seulement sur un mini-Etat.

Le mouvement national

Les forces qui, en 1975-1976, ont tenté de remettre en cause cette inégalité de traitement entre confessions sont regroupées au sein du Mouvement National Libanais. Essentiellement implantées dans la population des

diverses confessions musulmanes (sunnites, chiites et druzes en constituent les gros bataillons), elles comptent néanmoins dans leurs rangs certains chrétiens, en particulier de confession grecque orthodoxe. Alors que le « Front Libanais » a vidé le secteur qu'il contrôle de la totalité des musulmans qui l'habitaient, au prix de terribles massacres comme ceux de Tell-El-Zaatar et de la Quarantaine, de nombreux chrétiens continuent de vivre — et, dans les périodes calmes, à venir travailler — dans le secteur où le Mouvement National est implanté.

Doté, en 1974, d'une plate-forme politique visant à la déconfessionnalisation de l'Etat, les forces du Mouvement National ont été conduites, au fil des ans, à se contenter de gérer au jour le

jour les contradictions d'une situation mouvante, semblables en cela à tous les acteurs libanais et arabes du conflit. Elles sont travaillées par les luttes d'influence entre les régimes arabes sur la scène libanaise. Ces luttes prennent dans leurs rangs la double forme de petits groupes directement liés à telle ou telle capitale du Moyen-Orient, et d'alliances diverses passées selon les moments par telle ou telle des autres composantes du mouvement avec ces capitales. Elles comptent parmi elles le Parti Communiste Libanais, et l'URSS n'a pas manqué de déployer des efforts pour s'assurer des liens avec les autres groupes qui les constituent.

Tandis que ces forces sont alliées avec la Résistance Palestinienne, tout en poursuivant des objectifs qui leur sont propres, nombre de Libanais, depuis longtemps, préfèrent militer et combattre directement aux côtés de la Résistance, estimant que la question palestinienne est aujourd'hui le point central de la lutte arabe. Bien que n'ayant disposé que de manière éphémère de certaines formes d'expression propre, cette composante joue un rôle non négligeable dans les développements politiques et militaires. Enfin, les deux

dernières années ont vu un développement considérable du groupe politico-militaire Amal, fondé sur une base ouvertement confessionnelle (musulmane chiite), et devenu une force importante dans tout le sud du pays. Ce regroupement reste cependant fragile, pour autant qu'il est travaillé de sérieuses contradictions politiques, portant par exemple sur l'attitude à adopter à l'égard de la Syrie ou de la Résistance Palestinienne.

Les Palestiniens

La Résistance Palestinienne constitue l'un des facteurs-clés de la situation libanaise. Déjà présents en assez grand nombre au lendemain de la proclamation d'Israël en 1948, les Palestiniens le sont encore beaucoup plus depuis les massacres organisés contre eux en Jordanie par le roi Hussein en 1970. La direction de l'OLP, et l'essentiel de ses forces militaires, se trouvent en territoire libanais. La raison en est que, dans les trois autres pays arabes frontaliers de la Palestine (Syrie, Jordanie, Egypte), les régimes en place, tout en proclamant leur solidarité avec le peuple palestinien, n'ont jamais été prêts (ou ne le sont plus, en ce qui concerne la Jordanie) à laisser la



Yasser Arafat

Résistance s'organiser effectivement sur leur territoire. Tout en souhaitant adopter la même politique, l'État libanais, ne disposait pas des forces nécessaires pour l'appliquer, comme on a pu le voir à l'occasion des conflits qui l'ont opposé à la Résistance en 1969 et 1973.

La Résistance est donc présente au Liban, en vue d'y remplir un double rôle : celui d'organisation des masses palestiniennes vivant sur ce territoire, et celui du combat contre l'occupation israélienne de la Palestine. Elle n'a donc aucun intérêt particulier, au contraire, à se trouver engagée dans le conflit libanais, car cet engagement ne peut que

l'affaiblir et la détourner de son combat essentiel, auquel elle vise à associer les peuples et pays arabes. C'est pourquoi, elle n'a cessé de proclamer sa neutralité dans ce conflit. Mais en même temps, le conflit libanais se trouve justement porter pour une large part sur la présence et l'activité de la Résistance au Liban : le but proclamé des Phalanges n'est-il pas d'y mettre un terme ? Par force donc, la Résistance se trouve impliquée dans le conflit, en alliance avec le Mouvement National Libanais. On comprend que, dans une situation pareille, le degré de son implication soit l'objet d'un dosage très difficile de la part de sa direction, et parfois de divergences dans ses rangs.

A la suite de l'invasion en mars 1978 du Sud-Liban par l'armée israélienne, vaillamment combattue par les fedayin, un retrait israélien partiel a été opéré, sous garantie internationale. Si Israël, de son côté, ne se gêne pas pour intervenir fréquemment contre le sud du pays, la Résistance, pour en ce qui la concerne, a dû faire un choix compatible avec l'indépendance libanaise, ce qui a conduit à respecter pour une très large part la zone-tampon contrôlée par la force de l'ONU mise sur

le pied spécialement, et donc à limiter ses opérations menées en territoire palestinien occupé à partir du Liban.

La Syrie

L'armée syrienne est présente au Liban depuis 1976. A l'origine, son intervention a été dirigée contre le Mouvement National Libanais et la Résistance Palestinienne, dont les forces conjuguées surclassaient alors largement celles des milices du Front Libanais. Après une dure bataille contre la Résistance, menée dans la montagne sur la route

Hafez el Assad



LES PRINCIPAUX EVENEMENTS DE LA DERNIERE PERIODE

Début avril : depuis plusieurs semaines, les Phalanges ont entrepris de s'implanter militairement dans la ville de Zahlé, et de la relier à la zone qu'elles contrôlent par une route tracée à travers la montagne. Peuplée essentiellement de chrétiens (catholiques, et secondairement maronites), Zahlé n'avait pratiquement pas jusque là été touchée par les combats qui ont secoué le Liban depuis 1975. Elle est située au cœur de la Bekaa, plaine qui s'étend entre la chaîne du mont Liban et celle des contreforts de la Syrie. A proximité de la grande route Beyrouth-Damas, et située sur l'axe nord-sud qui débouche sur la frontière israélienne, Zahlé a une importance stratégique certaine. L'ensemble de la Bekaa, depuis l'entrée des troupes syriennes en 1976, est la région du Liban (avec l'Akkar au nord), la plus étroitement contrôlée par Damas. Elle est le grenier du Liban.

Le régime de Hafez el Assad réagit militairement à cette tentative de percée des Phalanges. Il le fait en employant des méthodes utilisées par lui à plusieurs reprises au Liban : bombardement massif de la ville. Bientôt, c'est le tour du secteur Est de Beyrouth, contrôlé par les Phalanges.

La première réaction occidentale vient de Giscard d'Es-



Etoiles blanches : Zones les plus bombardées, depuis longtemps, par Israël.
Etoile noire : Zone nouvellement bombardée.
En grisé : Zones contrôlées depuis 1976 par les forces de Haddad, au service d'Israël.

taing, qui tente d'imposer une intervention internationale pour « protéger les chrétiens du Liban ». Cette tentative se heurte à un refus très large des pays arabes, y compris du président libanais Sarkis.

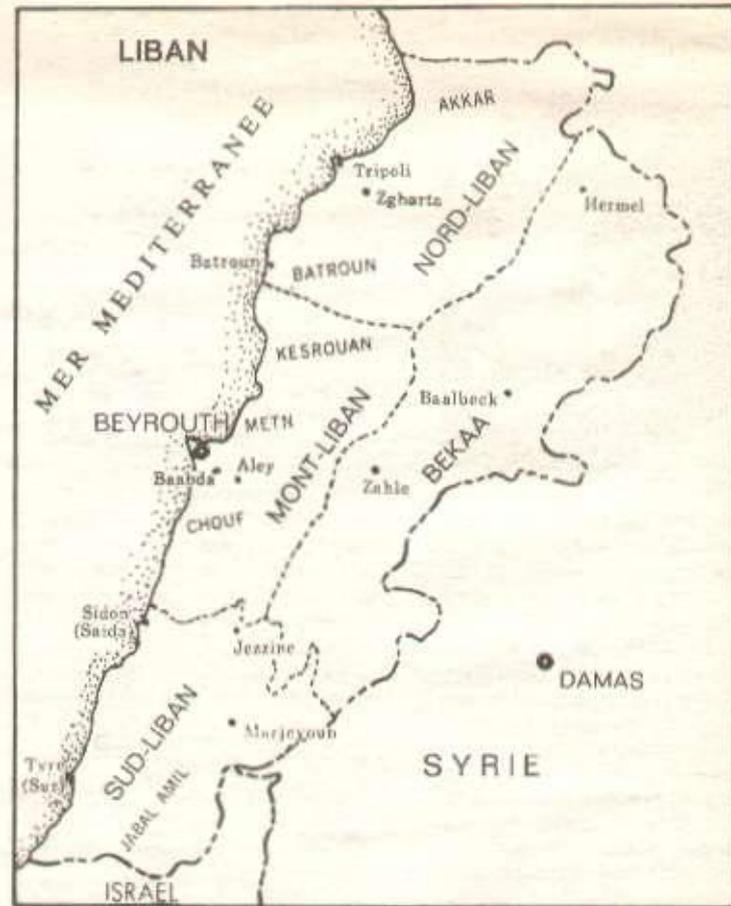
Cependant, Israël fait de plus en plus état de l'aide qu'il apporte aux phalangistes sur le plan militaire. La question d'une intervention israélienne dans le conflit fait l'objet à Tel Aviv de controverses publiques. L'artillerie à longue portée israélienne bombarde par surprise la ville de Saïda, porte du sud-Liban, quasi-

ment épargnée jusque là par la guerre. Ces bombardements meurtriers se font quotidiens, cependant que l'armée israélienne multiplie contre le sud-Liban raids aériens, bombardements terrestres et opérations de commandos.

Les Etats-Unis, après les avoir passées sous silence dans un message adressé à Damas, en viennent de plus en plus à « s'inquiéter » des opérations syriennes au Liban. L'armée syrienne ouvre un nouveau front dans la montagne surplombant la Bekaa à l'Est et la côte à l'Ouest, disputant aux Phalanges les crêtes du mont Sannin.

Le 28 avril, l'aviation israélienne intervient contre les troupes syriennes engagées à Zahlé et abat deux hélicoptères. Le lendemain, Israël prétend interdire à la Syrie, par une déclaration publique, toute activité militaire aérienne au-dessus du Liban. Damas réplique en installant au Liban des fusées anti-aériennes qui n'y avaient pas encore été introduites. Le 3 mai, le gouvernement israélien profère de nouvelles menaces.

A l'heure où nous terminons ce numéro de notre journal, un cessez-le-feu précaire est observé depuis plusieurs jours dans les combats syro-phalangistes. Des négociations à l'issue incertaine sont engagées. Le sud continue à subir des bombardements israéliens intenses.



Chacun se prépare à l'échéance du mois de juin, où deux événements importants doivent se produire : les élections israéliennes et la fin du

mandat donné par les pays arabes à la Force Arabe de Dissuasion (concrètement, l'armée syrienne), mandat qui sera alors renouvelé ou non.

Damas-Beyrouth, le régime syrien avait dû finalement accepter que son armée soit intégrée dans une force comportant d'autres éléments des armées des pays arabes, et placée sous le contrôle politique de la Ligue Arabe (c'est la Force Arabe de Dissuasion, FAD).

Le retrait progressif des autres unités arabes et le relâchement des liens entre les pays arabes ont abouti au résultat que, désormais, la FAD est réduite à la seule armée syrienne, et sert les intérêts du seul régime syrien. Entre temps, les relations se sont tendues entre Damas et les phalangistes, pour déboucher sur un premier conflit ouvert à l'été 1978, et sur les combats de ces derniers jours.

Comme la séparation entre la Syrie et le Liban, exemple parmi d'autres des frontières artificielles créées dans le monde arabe par le colonialisme, date seulement du mandat français (1918-1945), il serait très simplificateur de voir dans l'armée syrienne une armée d'occupation pure et simple. Les alliances que le régime syrien a pu passer successivement avec les différents acteurs de la scène libanaise montrent qu'il serait abusif de présenter comme une résistance nationale les forces, qui, à un moment ou à un autre, s'opposent à son intervention au Liban.

Israël

Enfin, et surtout peut-être, il faut parler de l'État israélien. Son intervention au Liban ne date pas d'hier. Depuis de longues années, l'armée israélienne s'était arrogée un droit d'intervention dans les villages fronta-



Saad Haddad

liers du sud du pays. En 1969, l'armée israélienne faisait sauter sur l'aéroport de Beyrouth les avions de ligne de la compagnie de transport Middle East Air Lines. En 1973, un commando israélien assassinait en plein Beyrouth trois dirigeants palestiniens suscitant contre cette intervention une immense mobilisation populaire. A partir de 1976, alors qu'une paix précaire était rétablie dans le reste du pays, l'armée israélienne, s'appuyant sur une fraction pro-phalangiste de l'armée libanaise, celle du commandant Saad Haddad, devenu totalement son instrument, n'a cessé d'entretenir une guerre permanente contre le sud-Liban. En mars 1978, cette guerre a pris la forme d'une invasion israélienne pure et simple, durement combattue par les Palestiniens et les forces patriotiques.

Après le retrait israélien imposé par les instances de l'ONU, les bombardements israéliens n'ont pratiquement pas cessé dans la région, la vidant d'une partie très importante de sa population. En avril 1979, ces bombardements s'étendaient à la ville de Sour, où étaient concentrés nombre des réfugiés des villages du sud, les contraignant à un nouvel exode. Ces derniers jours, ils commencent à viser systématiquement la ville de Saïda, à 40 kilomètres seulement de Beyrouth, frappant la population à l'aveuglette. Saïda, dont la population avait été, au cours des dernières années, multipliée plusieurs fois à son tour par l'afflux des réfugiés du sud...

Sur un point, les intentions israéliennes sont claires : il s'agit de frapper systématiquement, non seulement la résistance palestinienne, non seulement les masses palestiniennes elles-mêmes, mais la population libanaise parmi lesquelles vivent les Palestiniens. L'objectif de cette politique de terreur ouverte, est de porter un maximum de coups à l'OLP, en imposant l'idée que toute résistance est vaine. Par ailleurs, Israël, en vidant toute une zone de sa population, peut espérer créer un espace-tampon qui lui garantirait sa frontière nord. Espoir assez vain, dans la mesure où les combattants protègent évidemment mieux des bombardements que la population civile, et où ils sont tout à fait en mesure de faire face aux opérations de commando mises sur pied périodiquement par Israël. En même temps, Israël n'a cessé d'apporter aux forces du Front libanais un soutien militaire qui s'est manifesté de plus en plus au grand jour dans les dernières semaines.

L'Etat libanais

Pris entre toutes ces forces qui combattent au Liban, l'État libanais peut sembler réduit à une totale fiction. Et c'est bien pour une large part le cas. La seule force dont il dispose, son armée, reconstituée après la guerre de 1975-1976, au cours de laquelle elle avait éclaté (ses différents morceaux s'alliant aux différentes parties en présence), ne verrait probablement pas son unité résister à une généralisation et à un prolongement des affrontements de ces derniers jours. Le président Sarkis semble bien ne régner que sur son palais de Baabda.

Reste que, déchiré comme il est, le Liban demeure une unité,

Elias Sarkis



Depuis la guerre de 1975-1976, chacun des conflits plus ou moins importants qui interviennent au Liban met en jeu des rapports de forces complexes et des équilibres délicats. Nous avons tenté d'apprécier avec deux militants libanais, Mansour et Bechir, les conditions de déclenchement, l'évolution et l'avenir prévisible des derniers combats. Précisons que cet entretien a eu lieu le 29 avril, alors que les menaces israéliennes contre la Syrie étaient à leur apogée, et que la réplique du régime de Damas (installation de fusées anti-aériennes au Liban) n'était pas encore connue.

A quels changements dans la situation politique peut-on attribuer le déclenchement du nouveau conflit entre les Phalanges et l'armée syrienne au Liban ?

Bechir : A l'origine des combats, il y a la tentative des Phalanges pour s'implanter militairement dans la ville de Zahlé et la relier à la zone qu'ils contrôlent par une route militaire. C'est dans la situation générale qu'il faut rechercher les raisons qui ont pu encourager cette tentative de modifier l'équilibre des forces. Tout d'abord, il y a la nouvelle administration américaine qui a pu leur sembler plus favorable à leurs projets. Il faut ensuite tenir compte de la situation dans le monde arabe : la défection de l'Égypte, et plus récemment la guerre entre l'Irak et l'Irak, y ont créé une atmosphère de division et d'attente, qui est sensible jusqu'en Palestine occupée, où la mobilisation est inférieure à ce qu'elle était il y a un an encore.

sinon politique ni même à proprement parler économique, du moins financière : le rôle de plaque tournante bancaire du Moyen-Orient joué par Beyrouth n'a pas fondamentalement été mis en cause par le conflit de 1975-1976, ni par l'insécurité qui a caractérisé la période d'accalmie relative écoulée depuis. En ce sens, le Liban n'est pas strictement une fiction.

Qui plus est, la permanence du Liban, en tant qu'État, en même temps que la poursuite de sa désagrégation, sont inscrites dans le nœud des contradictions où il se trouve pris, et que l'on peut résumer ainsi :

— Aussi longtemps que les réfugiés palestiniens n'auront pas

Dans ces circonstances, les phalangistes pouvaient espérer affronter uniquement la Syrie, sans que celle-ci reçoive le soutien du Mouvement National Libanais et de la Résistance Palestinienne, ni des autres régimes arabes.

► Dans quelle mesure ont-ils atteint leur objectif ?

Bechir : Sur le plan international, ils ont certainement marqué des points. C'est la première fois qu'un conflit semblable entraîne des tentatives d'internationalisation. En 1978, des bombardements de l'armée syrienne avaient touché beaucoup plus gravement le secteur chrétien de Beyrouth que les derniers bombardements n'ont touché Zahlé, sans que la France, les États-Unis ou Israël ne tentent vraiment de réagir. Or, cette fois, on a vu Israël intervenir militairement, les États-Unis multiplier les déclarations alarmistes, et la France proposer la constitution d'une force interna-

obtenu le droit de retour dans le pays, ils seront présents sur le sol libanais, et continueront à s'y organiser en vue de mener leur lutte de libération.

— En liaison intime avec cette situation, on ne peut escompter qu'Israël cesse son agression multiforme contre le Liban.

— Cette présence palestinienne constituera toujours un encouragement pour les forces qui cherchent à remettre en cause la domination de la communauté maronite, et entraînera toujours des tentatives d'anéantissement de la part des fractions qui dirigent cette communauté, alliés aux puissances occidentales.

— Pour ces différentes raisons l'ensemble des pays arabes, qui sont tous concernés par le

tionale. Or, sur le plan international, un des buts recherchés, par les Phalanges est l'introduction de forces militaires occidentales au Liban.

Mansour : Sur la scène libanaise aussi, les Phalanges ont marqué un certain nombre de points, en parvenant à regrouper un peu plus autour d'elles la population chrétienne, notamment celle de Zahlé, soumise aux bombardements syriens. Elles avaient déjà affaibli militairement les autres fractions de la droite maronite, notamment les milices de Camille Chamoun. Désormais, elles tendent de plus en plus à apparaître comme la ligne de défense de toute la population maronite, où qu'elle se trouve au Liban — et elle ne se trouve pas seulement dans les zones qu'elles contrôlent. Les Phalanges ont aussi réussi à faire entrer en action l'armée libanaise, placée sous la direction de Sarkis, contre l'armée syrienne, dans les derniers affrontements de Beyrouth.

Bechir : Cependant, ces succès remportés par les Phalanges sont limités. Notamment du fait du soutien trop ouvert que leur a apporté Israël dans la dernière période. Ce soutien a eu plusieurs conséquences. D'une part, le Mouvement National et la Résistance, au départ, avaient plutôt considéré cette affaire comme un conflit strictement syro-phalangiste, dans lequel ils n'avaient pas à intervenir. Cette attitude, en ce qui concerne l'OLP, est à rapprocher des décisions du dernier Conseil National Palestinien, allant dans le sens de l'indépendance de la

conflit palestino-israélien, ne pourront cesser de s'intéresser à la situation interne du Liban, et d'être à des degrés divers parties prenantes au conflit.

— Enfin, la position-clé de la Palestine au Moyen-Orient, et le rôle décisif acquis par la situation libanaise dans la confrontation avec Israël, continueront à entraîner les grandes puissances à intervenir directement et indirectement au Liban.

Le blocage et le pourrissement de la situation libanaise trouvent leur source principale dans la confrontation israélo-arabe. Seuls des pas décisifs dans la lutte contre l'occupation israélienne sont désormais susceptibles de mettre fin au conflit libanais. ■

Résistance, en particulier vis-à-vis du régime syrien d'une part, et de l'URSS d'autre part : refus de rompre le dialogue avec la Jordanie, dans un contexte de dégradation du climat entre Amman et Damas, refus de considérer les propositions de Brejnev comme les seules valables pour une relance de la négociation, et maintien d'une ouverture à l'égard d'éventuelles initiatives européennes. Elle est de plus conforme au principe qui veut que le danger principal vienne d'Israël, et que la Résistance ait donc à se mêler le moins possible des conflits internes au Liban.

Notons au passage qu'une telle situation vient démentir les allégations phalangistes selon lesquelles la communauté maronite du Liban serait assiégée par un ensemble de forces hostiles liguées contre elles. Mais là n'est pas l'essentiel. Ce que l'on a pu voir, c'est comment, au fur et à mesure que se précisait l'intervention israélienne dans le conflit, aux côtés des Phalanges, ainsi que la volonté phalangistes de modifier sérieusement le rapport des forces, le Mouvement National Libanais et la Résistance Palestinienne ont été amenés à soutenir politiquement l'action syrienne, alors qu'ils n'y étaient pas disposés au départ.

Mansour : De la même manière, les différents pays arabes ont été amenés à prendre position plus ou moins nettement en faveur de la Syrie. Ainsi, le Koweït a proposé une négociation sur son territoire ; l'Arabie Séoudite, en pleine visite du secrétaire d'Etat américain Haig, a pris position contre l'intervention israélienne au Liban ; en Egypte même, où le régime s'est pourtant si gravement compromis avec Israël, la presse officielle a condamné les derniers pas franchis par l'escalade israélienne. Entre la Syrie et la Jordanie, on peut interpréter comme un signe de détente la libération du

consul jordanien au Liban, détenu par une organisation pro-syrienne.

L'Irak, de son côté, prêche la modération dans le conflit. Certes, l'on peut valablement interpréter cette position comme conforme à la volonté irakienne d'ôter tout prétexte à une plus grande implantation de son rival syrien au Liban. Il reste que cette attitude n'est pas non plus favorable à l'intensification des combats engagée par les Phalanges. Enfin, il faut noter l'unanimité des pays arabes pour rejeter l'initiative française d'internationalisation, initiative favorable aux Phalanges, et qui a complètement capoté de ce fait.

Cette situation pourrait être assez favorable à la Syrie pour contraindre les Phalanges à certains reculs politiques. Ceux-ci interviendraient dans un contexte où le gain militaire que représente pour elles leur implantation à Zahlé est contrebalancée par les succès syriens dans des secteurs stratégiques de la montagne.

Bechir : Ces derniers éléments qui sont intervenus au fur et à mesure que le conflit se développait sont probablement de nature à réduire considérablement les bénéfices que les Phalanges pouvaient escompter tirer du conflit. A partir du moment où il est question de négociations, et où les pays arabes y ont leur mot à dire, les Phalanges tendent à perdre leur monopole de représentativité de la communauté maronite ; des politiciens chrétiens, comme Raymond Eddé, comme le député de Zahlé, ou même comme Camille Chamoun, qui ne leur sont pas acquis, ont des possibilités de revenir au-devant de la scène.

► **La compromission des Phalanges avec Israël, qui est apparue plus nettement que jamais ces derniers**



L'armée syrienne au Liban.

jours, est une des raisons essentielles qui assurent à la Syrie certaines formes de soutien dans le monde arabe. Comment peut-on comprendre l'escalade pratiquée par Israël au Liban dans la dernière période ?

Bechir : On peut formuler à cet égard deux hypothèses. Ou bien, les menaces d'Israël à l'encontre de la Syrie sont surtout une manœuvre électorale, visant à favoriser la réélection de Begin, lors des élections israéliennes du mois de juin. Ou bien Israël vise effectivement à dé-

clencher un conflit de vaste envergure avec la Syrie. L'intervention de l'aviation israélienne contre les troupes syriennes dans la région de Zahlé constitue en tout cas une nouveauté. Jusqu'ici, Israël avait désigné une « ligne rouge », au sud du fleuve Litani, au-delà de laquelle il considérait que toute présence militaire syrienne lui serait intolérable. Or, voici que la nouvelle « ligne rouge » se situerait nettement plus au nord... Dans le sens d'une possibilité de guerre israélo-syrienne, il faut noter les déclarations de certains membres de l'état-major, selon qui la Syrie serait en 1985 en mesure de mener par ses seules forces une guerre d'usure contre Israël, et qui par conséquent penchent pour une action préventive.

Toutefois, il faut noter qu'à l'heure actuelle, les Phalanges semblent être la force qui a le plus intérêt à une telle guerre, et qu'en Israël les avis sont partagés là-dessus, l'opposition travailliste y semblant particulièrement hostile dans la période. De plus, si Israël se lançait dans une pareille guerre, il courrait le risque de reconstituer contre lui le front arabe, aujourd'hui bien mis à mal. Du point de vue américain, cela présenterait l'inconvénient de pouvoir à nouveau faire apparaître l'URSS comme seul auxiliaire des pays arabes. En ce sens, l'évolution du conflit dépend pour une large part des rapports qui vont s'établir entre les grandes puissances, et sur lesquels, dans la région tout au moins, l'avènement de la nouvelle équipe américaine fait peser bien des incertitudes.

Mansour : Il est en tout cas certain qu'un tel conflit amènerait des bouleversements profonds dans la région. Le résultat principal en serait probablement

une reconstitution du front des pays arabes, mis à mal dans un premier temps par la défection égyptienne, puis plus récemment par la guerre entre l'Irak et l'Iran. On pourrait même envisager que le régime irakien mette la situation à profit pour se retirer d'Iran, au nom de la nécessité de concentrer les forces contre l'ennemi principal. De même, les récentes prises de positions égyptiennes laissent penser que ce pays, à son tour, ne pourrait demeurer neutre. On imagine aisément tout ce que les Etats-Unis auraient à perdre à un tel bouleversement. Il semble donc bien y avoir des limites arabes au jeu mené actuellement par les Israéliens au Liban.

Ce qui pourrait apparaître plus à la portée de Begin, ce serait de mener une nouvelle guerre contre le Sud-Liban, à l'exemple de l'invasion de 1978, et dans le prolongement de l'intensification et de l'extension des bombardements de la région dans la dernière période. Mais, sur la quasi-totalité de la frontière sud, la présence de la force d'intervention des Nations-Unies rend difficile une telle opération. Restait le secteur est, celui de Nabatieh. Mais, là, la proximité de la frontière syrienne augmente les risques de confrontation avec Damas, en sorte que l'on est ramené au problème précédent.

Compte tenu de cet ensemble de données, la question est maintenant de savoir si le régime de Damas va ou non faire front aux dernières menaces israéliennes dirigées contre lui. Si tel est le cas, et à moins encore une fois d'un conflit aux répercussions très importantes, on pourrait voir la Syrie remporter un succès politique en faisant échec au chantage israélien. ■

Tanks israéliens franchissant la frontière libanaise (1978).



convaincus de la nécessité du vote communiste étaient venus me voir dans mon université et m'avaient dit : « J'ai peur que Chirac arrive en tête, je vais voter Mitterrand ». Ils savaient donc — ou plutôt ils le disent maintenant — alors même que *L'Humanité* de l'avant-veille traitait en grand « *Le courant passe* »... A voir leurs réactions, au lendemain du scrutin, tout porte à croire que les militants, eux, ne savaient pas.

La manipulation...

C'est là que, de manière totalement contradictoire avec ce qui précède, surgit l'explication en termes de manipulation par les sondages. C'est très compliqué. En gros, selon Marchais, les électeurs communistes auraient été manipulés — du moins un bon million d'entre eux, c'est une vaste manipulation — par la publication de sondages accordant « 22, 24, 25 % à Chirac », leur réaction étant alors de voter directement Mitterrand pour éviter que ne se produise un duel de droite au second tour. Certes, il y a bel et bien eu un « effet Chirac » propulsé artificiellement par des officines et une certaine presse pas très regardante. Mais aucun des sondages ne donnaient les scores cités plus haut à Chirac, tous plaçant même Marchais devant le candidat RPR. La « manipulation » par les sondages à bon dos, on peut s'en rendre compte par exemple en lisant *L'Humanité* du 30 avril : après avoir disserté sur les « truquages », Guy Pelachaud écrit en effet qu'« à quelques jours du premier tour, tous les sondages publics et non publics indiquaient un ordre de grandeur

Le meeting du PCF à Villejuif le 7 avril 1981.



Marchais ouvre le comité central du PCF le 28 avril, après le recul du premier tour.

de 17 à 19 % pour l'électorat communiste. Un tel résultat était conforme aux résultats obtenus lors des dernières élections partielles. Il reflète la réelle influence de notre Parti ». Il paraît difficile d'indiquer tout à la fois que les derniers sondages étaient « truqués » et de reconnaître qu'ils traduisaient « la réelle influence » du PCF.

La vraie question à poser quant aux sondages concerne en réalité la surestimation du vote PCF, d'autant plus surprenante que c'est l'inverse qui est traditionnellement constaté. On peut à ce sujet avancer une hypothèse.

Constatant habituellement une réticence de certains « sondés » à dire leur vote communiste, les instituts de sondages ont introduit dans leurs calculs des pondérateurs permettant de corriger ces hésitations. Appliquant cette fois-ci ces pondérateurs, les instituts de sondages n'ont abouti ici qu'à majorer très sensiblement le score du PCF. On peut donc supposer que les électeurs communistes interrogés par les sondeurs ont moins hésité que de coutume à affirmer leur choix, et partant, leur identité de sympathisants ou militants du PCF. Dans son océan de

déception, Marchais aurait donc un flot de satisfaction : ceux qui votent communiste s'affirment plus en tant que tels, dessinant ainsi les contours d'un électorat moins nombreux, certes, mais aussi plus ferme dans ces convictions vis-à-vis de l'extérieur.

... Et les habitudes

Liant la spécificité de l'élection présidentielle au « vote utile », une troisième explication est développée par la direction du PCF, notamment dans les assemblées de militants : le fait de n'avoir pas présenté de candidats dans deux des trois élections précédentes de ce type aurait créé des « habitudes » et des « illusions » chez les électeurs traditionnels. Cette explication n'est pas à rejeter a priori, parce que le PCF sous sa propre bannière n'a aucune chance de gagner de telles élections. Et parce qu'il convenait d'affirmer nettement la force de la gauche face au pouvoir de la droite, Waldeck Rochet avait en 1965 fait adopter par le PCF le principe d'une candidature unique, celle de Mitterrand. Son bon résultat avait d'ailleurs été interprété par les dirigeants du PCF comme un succès pour eux aussi. En 1969, avant et après les élections, Jacques Duclos s'était presque excusé d'avoir été candidat, expliquant à tout propos que son succès relatif (21,6 %) « donnait la mesure de ce qu'aurait pu obtenir une gauche unie ». En 1974, Marchais expliquait doctement qu'« il n'y a pas lieu de diviser la gauche au premier tour alors qu'existe un programme commun ». A trois reprises donc, le PCF a fourni des explications convaincantes

électeurs... la candidature... conçoit donc... des électeurs... des méandres... PCF que les militants, aient reproduit pour eux-mêmes le raisonnement que leur avaient tenu, déjà à trois reprises, les dirigeants du PCF. Mais l'habitude, ici, a une signification hautement politique, puisqu'elle montre simplement que Marchais n'est pas parvenu à convaincre tous ces électeurs potentiels. En d'autres termes, si, à coup sûr l'habitude du vote Mitterrand a certainement joué chez beaucoup d'électeurs du PCF, celui-ci n'a pas à dauber sur ses électeurs « manipulés », il n'a qu'à s'en prendre à lui-même : c'est lui qui, par le passé, a construit l'argument du « vote utile dès le premier tour », c'est lui qui a été incapable de le réfuter, malgré six mois de campagne.

Contradictoires à bien des égards, les explications des dirigeants du PCF n'en convergent pas moins au bout du compte, pour démontrer finalement qu'aucune raison politique solide n'a guidé le choix des électeurs communistes récalcitrants à Marchais. On en arrive ainsi au discours suivant : « *L'élection présidentielle est par nature difficile au candidat communiste. Il fallait donc s'attendre à un tassement de nos voix. La formidable campagne de manipulation organisée par la droite et le parti socialiste a conduit certains de nos électeurs à voter Mitterrand dès le premier tour. Cette réaction, erronée, a été d'autant plus nombreuse que la crise se prête à ce genre de réaction, certains préférant un petit changement, même peu sûr, à des perspectives auxquelles ils souscrivent sans pour cela voir qu'elles peuvent être mise en œuvre dès maintenant. Ces électeurs se sont trompés, cette fois-ci, mais ils restent des électeurs communistes* ». Au terme du raisonnement, on en arriverait presque à croire que le 26 avril n'a été qu'une péripétie électorale pour un parti conservant intacte la confiance de 6 millions et plus d'électeurs...

L'évidence dit le contraire. Même si, moins de deux semaines après le scrutin, il n'est guère possible de rendre compte avec précision, d'une façon quantifiée, du report vers Mitterrand d'une partie de l'électorat traditionnel du PCF. De ce point de vue, les études qui ne manqueront pas d'être publiées dans les mois qui viennent, seront pleines d'intérêt.

Sanction politique

Si donc, l'accumulation excessive et contradictoire d'arguments de la part de la direction du PCF, est loin d'être convaincante, il reste bien et bien, en toile de fond, l'idée d'une sanction politique.

SUITE PAGE 12

Pour le Socialisme - 11

SUITE DE LA

Très directerement, pour un certain nombre d'électeurs n'ayant pas voulu donner leur suffrage à un parti qui soutient l'invasion de l'Afghanistan et l'approuve de Moscou, prend parti pour le gouvernement polonais face à Solidarité, s'affirme partisan du départ des travailleurs immigrés, organise « l'affaire de Vitry » et celle de Montigny, ou encore affiche jour après jour son sectarisme.

Présente chez les électeurs politisés, cette motivation très directe ne rend sans doute pas compte de la désertion de plus d'un million de voix habituelles. L'habitude de voter Mitterrand dès le premier tour, nous l'avons vu, a aussi joué son rôle. Le « vote utile », en l'occurrence, est bien une pierre soulevée par le PCF en 1965 et 1974 avant qu'elle ne lui retombe sur les pieds aujourd'hui. D'autres considérations — indirectement politiques — doivent également être prises en compte. Ainsi les multiples méandres de la politique du PCF depuis quatre ans — programme commun, puis condamnation du programme commun, PS classé à droite, puis exigence de ministres communistes dans ce gouvernement formé par la « droite », glorification de l'union à la base, puis condamnation de mouvements d'union à la base, etc — ont-ils probablement contribué à désorienter des électeurs plus sensibles aux « tendances lourdes » qu'aux va-et-vient de la politique au jour le jour.

Au-delà du personnage Marchais lui-même, le type même de campagne menée par le PCF a pesé aussi d'un poids certain : dans une période où les grands appels, les grandes incitations à caractère idéologiste laissent la place à une conception plus instrumentale des partis, le PCF a justement choisi de mettre en avant les proclamations incantatoires. A un raisonnement largement abstrait — « seul un bon score du PCF peut permettre d'avancer dans la voie d'un changement véritable » — des électeurs ont sans aucun doute préféré un raisonnement plus prosaïque : la gauche a une chance de gagner, ce sera toujours ça de pris. De fait, Fiterman a raison quand il dit dans son rapport au comité central que « le PCF a exigé beaucoup de ses électeurs ». Il n'a pas été suivi, provoquant ainsi un mouvement électoral aux conséquences importantes. Pour la première fois, plus d'un million d'électeurs se sont détournés de leur vote traditionnel. Par delà la spécificité des scrutins, une habitude de vote systématique est ainsi rompue dans un électoral qui se caractérisait précisément par sa discipline. Les prochaines élections permettront en partie de mesurer l'ampleur de cette remise en cause.

TROUPES ANGLAISES DEHORS !!

Bobby Sands est mort



PREMIER mars 1976, le gouvernement britannique supprime le statut « spécial », véritable statut politique, qui avait été accordé par Edward Heath, en 1972, à la suite d'une grève de la faim de plusieurs semaines menée par des détenus républicains dans la prison de Crimlin road, à Belfast.

Dorénavant, toute personne condamnée pour des faits commis après cette date sera considérée comme criminelle, s'il s'agit de faits antérieurs à cette date, elle bénéficie toujours du statut politique. En 1978, Londres met fin à cette distinction « subtile », considérant les républicains comme des criminels. Ce

La nouvelle, terrible, que tous attendaient sans vouloir y croire, est tombée en pleine nuit. Bobby Sands est mort. Après plus de 2 mois de grève de la faim qui l'avaient rendu sourd, aveugle, l'avaient plongé dans le coma.

Bobby Sands est allé jusqu'au bout de ce combat pour les droits politiques des prisonniers irlandais, pour la reconnaissance du caractère politique de leur lutte, pour qu'on cesse de les considérer comme de vulgaires malfaiteurs.

Le gouvernement anglais impassible devant l'horreur, imperméable aux demandes venant de partout, n'a pas levé le petit doigt.

A peine la nouvelle connue, en

Irlande, les gens sont sortis dans la rue, frappant comme ils en ont l'habitude, des couvercles de poubelles. Malgré les 30 000 soldats britanniques envoyés en renfort, malgré le quadrillage systématique par la police, malgré les interpellations et les balles en caoutchouc qui ont déjà été tirées. « On craint le pire », dit-on de tous côtés. Le pire ? Bobby Sands n'est-il pas mort ? D'autres grévistes de la faim ne risquent-ils pas le même sort ? Le gouvernement anglais ne prend-il pas au sérieux les déclarations des 500 prisonniers et prisonnières, détenus dans les camps britanniques, qui ont juré de se battre jusqu'à la mort pour obtenir le statut politique ?

Par Sébastien GWELTAZ

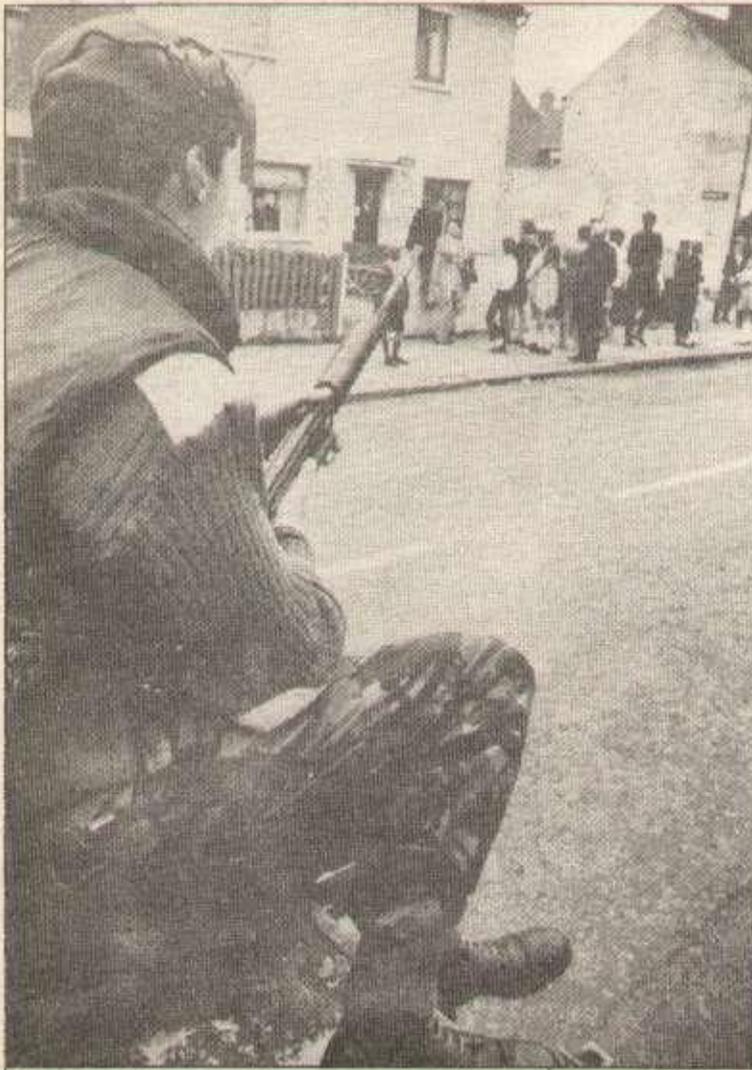
faisant, Londres essaie d'amener sa propre opinion dans le monde entier, à croire qu'en Irlande, il ne s'agit que d'une simple opération de maintien de « la loi et de l'ordre », d'une lutte contre de vulgaires criminels. Bref, il n'y a pas de lutte de libération nationale en Irlande du Nord. A cela s'ajoute une tentative

« d'ulstérisation » du conflit, qui consiste à donner plus de pouvoir aux forces locales en allégeant le contingent britannique, ce qui ne va pas sans rappeler une certaine « vietnamisation ».

Kieran Nugent est le premier républicain à être condamné sous ce nouveau statut, et dès qu'il arrive à Long Kesh, il refuse cette

criminalisation, en refusant le port de l'uniforme carcéral et toute relation avec les autorités carcérales. En réponse, il est battu et est détenu dans une cellule où il reste enfermé jour et nuit. Il recevra une couverture quelques semaines plus tard. D'autres condamnés le rejoignent dans les sinistres blocs H, appelés ainsi





du fait de la forme des bâtiments. Tout leur mobilier, un matelas de mousse très mince est retiré durant la journée.

Très vite, le nombre des hommes « sous la couverture » augmente et dépasse la centaine. A l'extérieur, le soutien aux prisonniers s'intensifie à l'initiative des parents des détenus regroupés au sein du Relative Action Committee. Des marches de soutien ont lieu partout au Nord, rassemblant chaque fois plus de monde. Dans les blocs H, la situation des prisonniers ne cesse de se dégrader. Aux tabassages incessants, vient s'ajouter une nouvelle « trouvaille » pour les briser : on refuse aux détenus le droit d'aller aux toilettes. Alors, en mars 1978, ceux-ci commencent une grève de l'hygiène. Ils étalent leurs excréments sur les murs des cellules. De plus en plus, ils parlent de commencer une grève de la faim. Mais le mouvement républicain réussit à les en dissuader. Des contacts sont pris avec diverses personnalités qui interviennent, en vain, auprès des Britanniques. En Irlande et dans le monde, les soutiens sont de plus en plus importants et les Britanniques lancent leurs attaques contre les membres du comité national contre les blocs H. En juin 1980, deux de ses dirigeants, Myriam Daly et John Turnly, sont assassinés ; plus tard, une tentative d'assassinat aura lieu contre Bernadette Devlin.

Face à l'intransigeance britannique et ne voyant plus d'autre solution qui mette un terme à l'enfer qu'ils vivent, les détenus républicains annoncent en octobre 1980 qu'ils vont commencer

une grève de la faim. Chose que sept d'entre eux font le 27 octobre. Le premier décembre, ils sont rejoints par trois prisonnières détenues à la prison de femmes d'Armagh et le 15 décembre, 29 autres détenus de Long Kesh font de même. Leurs revendications, au nombre de cinq, sont les suivantes : pas d'uniforme carcéral, exemption du travail carcéral, droit d'association avec les autres détenus républicains, droit d'organiser des cours de formation, droit à une visite, une lettre et un colis par semaine. Avec bien sûr, le rétablissement intégral des remises de peine, supprimées depuis le début de l'action.

Le 18 décembre, alors que Sean Mac Kenna est à l'agonie, les Britanniques proposent un document aux grévistes de la faim et à leur porte parole Bobby Sands. Ce gouvernement satisfait plus ou moins les cinq demandes et ils cessent leur jeûne. Les républicains ont forcé les Britanniques à reconnaître leur porte-parole et surtout à négocier. Il s'agit d'une victoire même si le terme « statut politique » n'est pas écrit dans ce document. Les clauses sont appliquées, Bobby Sands peut circuler dans la prison, les familles apportent des vêtements civils. Noël passe et... on interdit à Bobby Sands de se déplacer, on renvoie les familles qui se présentent... Fin décembre, le Gauleiter pour l'Irlande du Nord, déclare que les détenus doivent d'abord porter des vêtements de « type civil » fournis par la prison.

Les républicains se déclarent prêts à appliquer pas à pas les accords et mi-janvier, 90 d'entre



eux sont transférés dans des cellules propres et vont aux toilettes, puis vingt acceptent de se laver. Normalement, la phase supérieure doit être qu'ils reçoivent leurs vêtements, ce qui est refusé par les autorités ! Le 25 janvier, ils sont fouillés, humiliés et battus ; alors, ils cassent leur nouveau « mobilier » et recommencent la grève de l'hygiène. Les Britanniques, il est clair, reviennent sur leurs paroles, car ils pensent que le soutien aux détenus est tombé et que par conséquent, point n'est besoin de mettre en application l'accord. Les détenus annoncent qu'une nouvelle grève de la faim débutera le 1^{er} mars et donnent trois semaines aux Britanniques pour changer de position. Toujours rien.

Le 1^{er} mars 1981, anniversaire de la fin du statut politique, Bobby Sands entame donc un jeûne ; il est rejoint le 15 mars par Francis Hughes et le 22 mars, par Patsy O'Hara et Raymond Mac Creesh. Depuis les Britanniques n'ont pas changé de position, il s'agit de terroristes, de criminels ne bénéficiant d'aucun soutien populaire. Pourtant le 9 avril, Bobby Sands est élu député à Westminster par un vote massif de la population de Fermanagh South Tyrone ! Ce qui porte un sérieux coup à la propagande de Londres et montre de façon éclatante au monde entier le soutien dont bénéficient les grévistes de la faim et le mouvement républicain dans son ensemble parmi la popula-



tion nationaliste ; d'ailleurs le soutien international est de plus en plus important, qui demande à Londres d'accorder le statut politique.

Si ce soutien n'a pas fait

bouger la droite, s'il n'a pu empêcher de Bobby s'arrêter là. poursuivent le irlandais crie le l

Massy

GREVE DE LA FAIM DE 22 TRAVAILLEURS TUNISIENS POUR LEURS PAPIERS

UN local paroissial de l'église Saint-Paul à Massy... Ils sont tous Tunisiens. Ils sont jeunes. Au départ, ils étaient 13, puis deux autres les ont rejoints. Aujourd'hui ils sont 22, travailleurs immigrés, qui font la grève de la faim, depuis le 22 avril. Leur revendication est simple : ils exigent une carte de séjour, une carte de travail. Ils sont en France depuis des années, ils y travaillent. Malgré cela, les autorités publiques n'ont jamais voulu régulariser leur situation administrative. Aujourd'hui, à la suite d'une descente de police sur leur foyer, ils sont menacés d'expulsion. Trois de leurs camarades ont été immédiatement expulsés après la rafle policière. Mais ils sont soixante cinq à être sous la menace.

Cette grève, ils ne l'ont pas décidée à la légère. Ils savent pertinemment les dangers qu'ils courent. Aussi l'organisation de cette action, a-t-elle été soigneusement préparée, à tous les points de vue : de très nombreux médecins ont décidé de les surveiller en permanence. Le soutien régional a été aussi très rapidement mis sur pied, pour que les 22 grévistes se sentent continuellement entourés, encouragés dans leur lutte.

Et de fait, ce soutien est d'ores et déjà massif. La plupart des organisations démocratiques locales les soutiennent : associations immigrées ou de solidarité avec les travailleurs immigrés, syndicats, partis de gauche. Ce mercredi est prévue une manifestation à la gare de Montparnasse. Dans leur local, télégrammes, lettres affluent. Sans cesse, on vient leur rendre visite. Samedi après-midi, des travailleurs tunisiens de l'usine Renault sont venus leur apporter leur soutien. Dans la ville, dans les localités voisines, des collectes sont organisées. Le 1^{er} mai, les militants qui participent au soutien ont fait connaître dans les cortèges syndicaux, l'animation, ces de théâtres, aide à la culture, remarque de la municipalité pour

21 TRAVAILLEURS IMMIGRES FONT LA GREVE DE LA FAIM ILLIMITEE POUR L'OBTENTION DE LEURS CARTE S DE SEJOUR ET DE TRAVAIL

Depuis LE 22 AVRIL A MASSY(91)
Eglise St Paul



VENEZ LES SOUTENIR ! Soutien financier:
CCP 3549439B La Source
DELACROIX A LAURE

faciliter entre autres le règlement des nombreux problèmes matériels qui se posent. Mais pour l'instant, malgré toutes les démarches des élus, et du comité de négociations constitué à l'initiative des grévistes, aucune réponse positive n'est venue.

Une fois de plus, c'est donc le problème des sans papiers qui est posé avec force, par cette grève massive. L'exemple de la lutte des travailleurs turcs de la confection parisienne, l'an dernier, n'avait pas été sans écho. Aujourd'hui, dans la communauté tunisienne, d'autres travailleurs envisagent de se mettre en

grève de la faim. L'élargissement de cette lutte à d'autres villes, à d'autres nationalités, n'est pas à exclure dans les jours qui viennent, à la faveur de l'éventualité de l'élection de Mitterrand. Ce qui se pose au fond, c'est l'exigence de l'annulation des lois Bonnet-Barre, et la régularisation des sans papiers sans exclusive. Une lutte à suivre attentivement, pour les répercussions qu'elle entraînera.

Soutien financier :
Delacroix A. Laure
CCP 354 94 39 B
La Source.

POUR BATTRE GISCARD, POUR UNE GAUCHE NOUVELLE

Meeting du PCR à Besançon

A l'appel du PCR une quarantaine de personnes se sont réunies à Besançon pour débattre du thème « Il faut battre Giscard, mais rien ne changera sans une gauche nouvelle », avec la participation d'un responsable local du PSU.

Une remarquable exposition sur les diverses remises en cause exprimées en mai 68 donnait le ton du thème central de la réunion qui fut introduit par un exposé d'un camarade du PCR expliquant d'une façon précise ce qui fonde les nouvelles orientations prises par le parti. Cela suscita l'intérêt des participants à la réunion.

Dans quelle situation sommes-nous, que sont devenus tous les espoirs de 68 et des années suivantes ? N'y a-t-il que des aspects négatifs à la crise des modèles, la crise des institutions... ? La nécessité est reconnue par tous de prendre en

compte la triple contestation de la société (travail, pouvoirs, relations inter-individuelles) mais quelle réponse véritable apporter ?

La proposition de contribuer tous ensemble à l'émergence d'une nouvelle gauche suscita un grand intérêt mais les formes restent à préciser pour éviter tout « sectarisme d'organisation ». Il faudra approfondir en particulier l'analyse des classes sociales qui en France actuellement, sont susceptibles d'être concernées par ce socialisme, l'analyse également des bases pas seulement économiques susceptibles de cimenter une alliance durable entre ces choses fraction de classe...

Le débat a donc été lancé, et ce n'était pas une mince affaire que de lancer un débat sur les questions fondamentales en pleine campagne électorale où tout est fait pour les esquiver.

Du textile... à la Nouvelle Calédonie

650 000 salariés, 11 % de la production industrielle plusieurs milliers d'entreprises réparties dans de très nombreux départements, le textile reste un secteur majeur dans l'économie française. Pour combien de temps ? Au rythme actuel de baisse de 1 % par an des effectifs, 150 000 emplois seront supprimés d'ici 1985 touchant à mort de nombreuses régions et remettant en cause l'emploi de nombreuses femmes puisqu'elles constituent 70 % des effectifs du secteur. Pourquoi ? Il est utile d'examiner en détail la stratégie du patronat et du gouvernement dans une industrie dont on dit trop souvent que les importations « sauvages » sont à l'origine des suppressions massives d'emplois. Non seulement ces importations ne représentent que 20 % des entrées de produits textiles (USA 50 %), mais combien sont le fait des groupes français eux-mêmes implantés qu'en Afrique, qu'en Asie... Le néo-colonialisme prend en effet des tournures nouvelles dans la division internationale du travail que précise le nouveau dossier de *L'Economie en question*.

L'ancien ordre colonialiste est-il mort pour autant ? A en croire le tableau dressé sur la présence française en Nouvelle Calédonie, on est plutôt convaincu du contraire. Mais combien de Français savent ce qui se passe dans cette « petite » île grande comme quatre fois la France perdue aux fins fonds du Pacifique ? Et pourtant elle possède 50 % des réserves mondiales de nickel dont la totalité est accaparée par les trusts capitalistes comme Rothschild.

Un numéro à lire et à faire lire avec en outre une présentation des projets économiques dans le débat électoral sous un titre élogieux : Compétitivité et... Autogestion.

L'Economie en questions
6 rue Melingue
75019 PARIS
10 F le numéro
38 F l'abonnement



4 février : les élus de Herri Batasuna boycottent le discours de Juan Carlos à Guernica. Il y a toujours un problème basque.

centré, notamment dans la banlieue de Bilbao. De ce fait, il fait de plus en plus figure de parti de l'étranger, bien que nombre de ses leaders soient basques. C'est en tous cas l'opinion de Mikel Labao, chanteur basque : « Quand tu vois, m'a-t-il dit, qu'un de leurs élus a même été jusqu'à déclarer que notre histoire est imprévisible, que nous sommes racistes ! Mais on ne parle jamais des Espagnols... »

Tejero ou la clarification

Il n'est pas certain pourtant que cette politique lui profite à long terme : plusieurs communes de la banlieue ouvrière sont aujourd'hui dirigées par Herri Batasuna qui cristallise de fait deux révoltes : celle des basquistes insatisfaits de la réforme, et celle des travailleurs, même non-basques qui rejettent la politique de pacte social, de compromis avec le gouvernement qui est celle des partis de gauche.

En fait, cinq ans après la mort de Franco, époque où les camps paraissaient bien dessinés, la situation en Euskadi est devenue extrêmement complexe et mouvante.

Quant au coup d'Etat de Tejero, pourtant signe de retour possible à d'anciens clivages, il n'a pas modifié mais plutôt confirmé à ce jour les nouvelles oppositions.

« Un récent commentaire, explique Luis Nunez, avançait que l'adoption de la constitution était la date clef à partir de laquelle s'expliquait l'évolution récente de l'Espagne. Pour le cas basque, à l'évidence, c'est faux. En Euskadi, la date-clef, c'est l'accolade (1) de Guernica, l'accord entre le PNV et l'UCD sur le statut. C'est de ce jour qu'ici, des familles se sont divisées, que des gens ont cessé de se saluer. Avant, il y

avait unité basque jusque dans le rejet de la constitution, puis le PNV et Euskadiko Eskerra (2) sont passés dans le camp du régime et des institutions. Le coup de Tejero, lui, n'a pas d'importance-clé, il a surtout clarifié, il a confirmé ce qu'Herri Batasuna disait depuis longtemps, que le franquisme continue et qu'il continuera tant qu'il n'y aura pas de rupture démocratique ».

C'est vrai, même si le jugement d'Herri Batasuna « Ici rien n'a changé » paraît bien abrupt et pour tout dire schématique, il est manifestement juste au regard des aspirations réelles du peuple basque.

Statut : quand tombent les illusions

C'est sûr, ces drapeaux basques qui pendent au balcon des bâtiments officiels, ces émissions de radio en Euskara qui doivent s'étendre dans les prochains mois, cela représente un début de reconnaissance de la réalité basque, mais en termes de pouvoir ? Qui décide de l'implantation de la centrale nucléaire de Lemoniz ?

Qui assure ce qu'il est convenu d'appeler l'ordre public ? Le budget de la communauté autonome sera-t-il seulement suffisant pour entreprendre tout ce qui serait nécessaire à un véritable bilinguisme ?

Pour Anton Jaime, le jeune secrétaire provincial du PNV que j'ai rencontré : « C'est un problème de volonté politique, toute loi peut être interprétée et il est possible d'en faire une application plus ou moins large. Il est clair que depuis le coup du 23 février, il y a une tendance régressive et que les choses n'iront pas aussi vite qu'avant dans la négociation des trans-

ferts de compétence. Nous ne sommes pas pressés mais nous n'accepterons pas une interprétation restrictive... »

Dans une autre perspective, se référant à l'indépendance et au socialisme, les militants d'Euskadiko Eskerra voulaient aussi utiliser le statut, pour aller plus loin. « Ce n'est pas l'idéal, m'ont dit ceux que j'ai interrogé, mais c'est un cadre politique pour avancer, par un processus de ruptures successives vers la non-dépendance ».

En fait, après le coup d'Etat, alors que le président du gouvernement Calvo Sotelo reprend à son compte le programme de la droite militaire, au point que Felipe Gonzalez lui-même estime que la politique du consensus est « au bord de l'échec », ces perspectives apparaissent de plus en plus clairement comme des illusions. Ce qui sonne juste, c'est encore l'appréciation de Luis Nunez : « Le statut laisse entendre beaucoup de choses, mais la réalité, la constitution rendent tout impossible ».

En fait, c'est aujourd'hui encore plus clair, l'armée a verrouillé d'un coup la porte que Suarez tenait entrouverte dans l'espoir de leurrer les Basques.

Dans ces conditions, il ne serait pas étonnant que le courant « rupturiste » gagne en audience dans la population. Pour autant, se rendra-t-il capable de remobiliser dans une situation chaque jour plus complexe et face aux dangers grandissants de régression ?

1) Accolade de Guernica : allusion à « l'accolade de Vergara » qui mit fin en 1839 à la première guerre carliste et aux libertés traditionnelles des provinces basques.

2) Euskadiko Eskerra : gauche basque, coalition électorale indépendantiste soutenant ETA politico-militaire favorable au statut d'autonomie en vigueur.

Dans les prisons espagnoles la torture continue

LES MILITANTS BASQUES NE DOIVENT PAS ÊTRE LIVRES

DEPUIS bientôt un mois, six militants basques du Nord font la grève de la faim* dans la cathédrale de Bourges, trois d'entre eux viennent d'être hospitalisés. Ils s'opposent à la répression qui s'abat sur six autres nationalistes basques interpellés le 3 avril et aujourd'hui au secret en attendant de passer devant la Cour de Sécurité de l'Etat.

Ils réclament la dissolution de cette juridiction d'exception et l'amnistie pour toutes ses victimes.

Par ailleurs, 9 membres présumés d'ETA et de « commandos anticapitalistes » sont emprisonnés à Pau, sous le coup d'une demande d'extradition de Madrid.

Malgré la convention d'extradition qui ne s'applique pas aux délits politiques, le risque existe que l'Etat français cède aux pressions du gouvernement espagnol. D'autant que les partis de la gauche espagnole cautionnent aujourd'hui la répression anti-indépendantiste : l'Espagne n'est-elle pas une démocratie ? Il faut être clair : l'opinion démocratique française ne peut ignorer que la justice, la police, les prisons espagnoles n'ont pas changé. Pour qui l'aurait oublié : ces quelques lignes, traduites de Hitz, revue de la coalition « Euskadiko Eskerra », sur les dernières heures de Joseba Arregui.

« La première impression que nous avons eue à son arrivée à l'hôpital fut qu'il était écrasé physiquement. En réponse à notre question de savoir s'il était membre d'ETA, il balbutia avec un fort tremblement de tout le corps, des quelques faibles forces qui lui restaient pour respirer. Il nous donna les renseignements nécessaires à son identification. Nous tentâmes de lui serrer la main en signe de salut et c'est à peine s'il aperçut le geste, ce qui nous permit de nous rendre compte qu'il n'avait plus de réflexes. « J'ai très soif, j'ai très soif ! ». C'est ce qu'il disait avec difficulté mais insistamment. En voyant ses paupières

toutes violacées, un grand trait de sang dans l'oeil droit, ses mains tachées, nous lui demandâmes quel type de torture il avait subi. Il nous répondit lentement : « Oso latza izan da (cela a été très dur). Ils m'ont suspendu plusieurs fois à la bare en me donnant des coups aux pieds, ils sont allés jusqu'à me les brûler avec je ne sais quoi, ils ont sauté sur ma poitrine, ils m'ont frappé sur tout le corps à coups de matraques, à coups de poing, à coups de pied ». Il s'est trouvé quelqu'un, à son arrivée à l'hôpital pénitentiaire pour refuser à cet homme, une couverture et un oreiller... »

Et cela n'est pas un accident, l'homme qui régit depuis son bureau les prisons espagnoles, Emilio Tavera, a commencé sa carrière en 1962, en réprimant les syndicalistes, les démocrates et les révolutionnaires anti-fascistes qui remplissaient alors les prisons. L'ancien directeur général des prisons disait de lui : « C'est un de ceux qui se sont le plus compromis dans les mauvais traitements ». Sa cruauté l'amena un jour à ordonner un fort calmant à un prisonnier de droit commun en proie à une grave crise nerveuse : il est en mort.

Quant aux militants d'ETA, ceux des GRAPO, ils sont enfermés dans des prisons comme Soria, Herrera de la Mancha, Zamora, qui ne sont pas régies par le règlement des prisons mais des circulaires secrètes... Les prisonniers y sont fréquemment en régime d'isolement, mais pas à l'abri des visites des hommes de la « Brigade antiterroriste » qui se sont livrés déjà à de nombreux abus et traitements vexatoires.

Aujourd'hui comme hier, il faut refuser que ces hommes, des militants, soient livrés aux bourreaux fascistes.

* Six militants de la gauche basque, dont un, Etchegoin, conseiller municipal à Guernica.

QUESTIONS BASQUES

(2) La réforme impossible

Au Pays Basque uni, mobilisé et combatif qu'on avait connu dans les dernières années du franquisme, a succédé une Euskadi-Sud divisée, perplexe, mais pourtant solidaire. Jusqu'à quel point ? Répondant à cette première question, nous avons été amené à constater la permanence d'un profond rejet de la répression, coexistant même avec la condamnation du « terrorisme » d'ETA, comme c'est le cas chez nombre de sympathisants ou militants du pourtant bien modéré Parti Nationaliste Basque (PNV). Cette solide réalité s'appuie sur une tradition culturelle dont les racines plongent au-delà des quarante années du franquisme et sur une grande cohésion nationale ; facteurs de résistance qui ne sont pas prêts de s'éteindre. Significative est à cet égard la dernière lettre pastorale des évêques basques et la colère qu'elle a suscitée à Madrid. Dans ce pays où la religion compte beaucoup, les évêques, tout en condamnant l'action d'ETA qualifiée cependant de « lutte armée », expriment de sévères réserves à l'égard des corps répressifs et de l'armée.

Mais, cette solidarité n'existerait certainement pas sans la conscience largement partagée que l'Etat franquiste n'a pas changé quant au fond, qui fait que les formes de lutte les plus extrêmes s'en trouvent à tout le moins excusées quand elles ne sont pas légitimées.

L'ANTI-REPRESSION ici, n'est pas superficielle confirme Luis Nunez, nouveau directeur de *Punto y Hora*, l'hebdomadaire basque le plus diffusé d'Euskadi. Il est d'ailleurs manifeste que les revendications économiques ne sont pas les plus fortes motivations de lutte dans ce pays où 90 % des multiples grèves générales qui ont eu lieu ont été des grèves de solidarité. Non, l'antifascisme basque est directement un réflexe anti-Etat, et même relativement anti-bourgeois.

Permanence et ampleur du refus opposé à l'Etat hérité de Franco, voilà l'échec patent de la réforme politique du Pays Basque, échec clairement manifesté par le récent voyage de Juan Carlos en Euskadi.

« Ici, m'a expliqué Manuel, militant du Parti des Travailleurs d'Euskadi, le Roi, ça ne représente rien. En tous cas, pas comme dans le reste de l'Espagne : celui qui a permis de faire la constitution-la-démocratie-etc.

Il est plutôt vu comme le successeur de Franco et essentiellement parce qu'il n'a pas solutionné la question nationale. Pendant sa visite, il y a eu une véritable campagne pour le dénoncer, tous les jours des heurts avec la police... Ici à San Sebastian, il n'est venu que pour



Un reportage de Frédéric FERRER

dîner avec les notables. Il y avait du monde pour l'accueillir, on criait des slogans pour l'amnistie, contre le roi, la police a chargé et quand Juan Carlos est arrivé, les rues de la ville étaient vides.

Il faut dire que le dispositif policier était impressionnant, jusqu'aux pompiers qui surveillaient les égouts.

Dans tout Euskadi, l'accueil a été extrêmement froid. Le PNV lui-même n'avait pas organisé de manifestations et c'est le Parti Socialiste qui s'est mobilisé pour l'accueillir, ce qui a posé des questions : c'est un parti républicain ou quoi ? Si bien qu'en fait beaucoup de gens étaient très contents quand les élus d'Herri Batasuna ont boycotté son discours. Comme ça, on a vu qu'il y avait une opposition au roi, qu'il y a un grave problème. Sinon, cela aurait eu l'air d'une

promenade, cette visite. C'était aussi instructif de voir la police du gouvernement basque se charger d'expulser les indépendantistes.

Parti-relais et parti étranger

On voit bien à travers cet épisode, que la bourgeoisie espagnole est incapable d'établir directement son hégémonie au Pays Basque. Fort mal implanté en Euskadi, le parti gouvernemental, l'UCD a d'ailleurs subi un processus de décroissance électorale dans les trois provinces régies par le statut. Aussi est-elle contrainte d'utiliser le relais du PNV qui, au contraire, est fortement enraciné. Ce dernier semble disposer à jouer le jeu et apparaît de plus en plus comme le parti de la droite, mettant au premier plan la défense du « modèle de société occidentale » et prenant en mains la lutte politique contre ETA : c'est lui qui fournit l'essentiel des forces des manifestations « anti-terroristes ». De ce fait, il a eu tendance à recueillir de plus en plus de voix d'anciens électeurs de l'UCD.

Dans le même temps le PSOE, cherche de plus en plus à participer au gouvernement et abandonne de fait la revendication nationale. C'est aujourd'hui le champion, sinon du centralisme, du moins de l'unité de l'Etat. Il se permet de censurer le PNV pour ses ambiguïtés. Quant à sa politique de collaboration avec le gouvernement elle a surtout eu pour résultat de faire passer sans problème les lois répressives : loi de « défense de la constitution », réglementation des états de siège, d'exception et d'alarme, malgré l'opposition du PNV lui-même.

Du même mouvement, il se replie sur sa base électorale traditionnelle : le prolétariat d'origine non-basque, fortement con-

Le PNV, parti de masse : rassemblement-kermesse pour l'Aberri Eguna 81.

